

Introduction

A la lumière des découvertes et des discussions issues des parties précédentes y compris l'état de l'art, cette partie aborde dans un premier temps des discussions thématiques relatives aux différents concepts ayant trait à la thèse tout en acheminant dans un deuxième temps vers une discussion synthétique des théories de la thèse. Les discussions tourneront autour de la sécurité alimentaire, la vulnérabilité, la capacité, la résilience et l'acculturation agricole pour aboutir à des concepts d'intervention visant à améliorer l'efficacité des projets oeuvrant dans le développement agricole et particulièrement dans la sécurité alimentaire des exploitations agricoles.

5.1 Le concept de la sécurité alimentaire

Etant un concept d'intérêt général, la sécurité alimentaire nourrit d'intenses discussions et de débats dont la résultante perçoit de nouvelles réflexions en la matière, entre autres, l'initiative de la communauté internationale sur la réduction de l'insécurité alimentaire, les perspectives de développement, la réduction de la vulnérabilité, la gouvernance, l'alimentation mondiale à travers l'agriculture et le cas de Madagascar en matière de sécurité alimentaire.

5.1.1 Besoin d'alignements de perceptions

Décortiquer la sécurité alimentaire en trois dimensions qui sont la disponibilité, l'accès et l'utilisation (FISCR, 2005) permet d'avoir une compréhension approfondie de la situation sur terrain, d'identifier les blocages et les goulets d'étranglement. Ceci permet aussi de bien cibler et spécifier les interventions depuis la conception à l'exécution afin de maîtriser le fléau de l'insécurité alimentaire. De telle analyse multidimensionnelle est utile pour avoir une compréhension à la fois systémique et élémentaire du concept. Elle offre une meilleure pertinence et une précision au ciblage des interventions sur le plan politique et particulièrement pour la population, la structure institutionnelle, les facteurs de production et les infrastructures. Bref, percevoir la sécurité alimentaire suivant ces trois dimensions permet de mieux intégrer et placer convenablement chacun des intervenants et chacune des interventions dans l'échiquier de la lutte pour réduction de l'insécurité alimentaire.

5.1.1.1 Définition de la sécurité alimentaire

En revanche, la définition de la sécurité alimentaire arrêtée par la communauté internationale est émaillée d'un idéal qui ne semble pas à la portée de l'humanité. En effet, le fait de poser comme conditions principales de sécurité alimentaire la satisfaction du besoin

diététique à tout moment et la préférence alimentaire suivant les exigences culturelles (PAM, 2005) risque de compromettre l'atteinte de la sécurité alimentaire totale et absolue aspirée à travers la définition elle-même. La sécurité alimentaire ne pourrait être que partielle dans ce domaine de définition étant donné que l'Homme a un panel de préférences et de besoins complexes qui sont aussi bien diversifiés que son effectif. Dans cette optique, la sécurité alimentaire d'une personne donnée ne dépend pas seulement de la disponibilité, de l'accessibilité et de l'utilisation de la nourriture mais aussi et surtout de la préférence individuelle si l'on s'en tient à cette définition. Une personne peut ne pas être totalement satisfaite diététiquement à cause de sa préférence personnelle. Déjà à ce niveau, un alignement de perceptions est nécessaire sur la sécurité alimentaire et la préférence personnelle.

5.1.1.2 Le défi du zéro famine

En outre, le défi de la zéro famine et de la réduction de l'insécurité alimentaire requiert un niveau d'harmonisation et d'uniformisation de conviction, de méthodologie et de mécanisme d'interventions de toutes les parties prenantes de tous les niveaux notamment administratifs, institutionnels et géographiques (FAO, 2014b). En effet sur le terrain, des différences d'approches et de perceptions entre les intervenants du domaine de la sécurité alimentaire sont indéniables. La sporadicité et de la ponctualité de certaines interventions ainsi que les dons et les assistanats n'intègrent point la synergie de la réduction de l'insécurité alimentaire ; pourtant, ils peuvent être valorisés dans cette croisade de taille. Autrement dit, la première étape de toute initiative de réduction de l'insécurité alimentaire doit consister à relever le défi d'alignement de perception de toutes les instances politiques, économiques et institutionnelles ainsi que le secteur privé et les individus eux-mêmes. Le concept de la sécurité alimentaire, avec ces trois facteurs – disponibilité – accessibilité – utilisation, est un concept qui impose une compréhension et une vision alignée ainsi qu'une approche holistique de la sécurité alimentaire afin de bien saisir et d'appréhender sa dimension et son contexte sur le terrain. En effet, la sécurité alimentaire est étroitement liée à la personne, à la famille et à la communauté elle-même mais aussi et surtout avec leur cadre de vie en l'occurrence leurs moyens de subsistance, l'environnement, les infrastructures de service, la sécurité, le social, la politique gouvernementale voire la politique internationale (FISCR, 2005). La poursuite des objectifs de la zéro famine et de la réduction de l'insécurité alimentaire serait ainsi aléatoire sans un alignement de perception pour remédier à cette divergence d'intérêts et d'approches.

5.1.1.3 Les indicateurs de mesure de la sécurité alimentaire

Dans cette percée, les indicateurs de sécurité alimentaire conçus par les experts ont une dimension pluridimensionnelle (FAO, 2014a) et dont la mise en place nécessite une approche et une appréciation multisectorielle. La définition du concept fait comprendre à quel point la sécurité alimentaire est compliquée voire hors portée pour les pays défavorisés à l'instar des besoins en infrastructures routières qui ont un niveau de dégradation très avancé chez les pays pauvres. Au vu de la situation de leurs infrastructures routières et leur capacité économique, la sécurité alimentaire dont l'un des composantes principales est l'accessibilité est compromise au préalable et mutait en un objectif idyllique. De surcroît, l'isolement et l'enclavement obstruent la réalisation d'une véritable performance agricole et par la suite une conséquence notoire fatale sur la sécurité alimentaire. Cette dernière va de pair avec la durabilité des exploitations agricoles sinon ce serait une sécurité alimentaire fragile dans le temps. La sécurité alimentaire, dans ce contexte, ne serait jamais effective avec la seule intervention de projets de développement agricole. Elle nécessite une approche holistique et une vision systémique pour couvrir et influencer l'intégralité des facteurs externes à la production agricole et qui interagissent avec les trois dimensions du concept. Ceci pour dire qu'un alignement de perceptions est nécessaire entre les décideurs, les gouvernants et les concepteurs de projets afin de donner plus de pertinences, de force de convergence et de synergie aux actions de résilience réalisées sur le terrain. Faut-il que les parties prenantes parviennent à définir de concert un objectif commun de capabilisation de la communauté et des exploitations agricoles à travers des investissements structurants et des transferts de capacité pour que ces dernières puissent quitter la situation de vulnérabilité et s'arrimer à une trajectoire de résilience.

Pour la population locale, la sécurité alimentaire est le fait d'avoir le ventre rassasié en aliment de base (PAM, 2014). A l'instar des ouvriers malagasy qui demandent à leur patron de ne leur donner principalement que du riz en montagne russe et ça leur suffirait pour se considérer en satisfaction et suffisance alimentaire. La vision du concept est tout à fait différente en haut lieu. Autrement dit, une différence plus qu'apparente de la perception sur la sécurité alimentaire est flagrante entre le local et le conceptuel. Il en résulte une incompréhension mutuelle entre les deux sphères ; celle-ci engendre à coup sûr un manque de pertinence des interventions aux yeux de la population locale et une incompréhension du comportement de cette dernière pour l'instance décisionnelle. Cette situation est à l'origine du manque à la fois d'adhésion communautaire et de pérennité des réalisations des projets mais aussi et surtout d'un faible ancrage des institutions et des agences de développement. Cette

divergence manifeste peut se pallier par l'alignement de perception entre la communauté de base et l'instance décisionnelle d'en haut. Elle fait surtout appel à une humilité de la part de cette dernière pour intégrer une approche qui considère et acculture la perception locale sur la stratégie de sécurité alimentaire.

5.1.1.4 La considération de la dimension humaine

Il a été montré aussi le rôle capital de la conjoncture du pays dans la sécurité alimentaire des ménages (*ibid.*, PAM.). Les crises et troubles socio-politiques entraînent des marasmes fatals à la sécurité alimentaire des ménages dont l'impact se diffère en fonction de leur catégorie des exploitations agricoles. Mais considérer le problème de l'insécurité alimentaire comme le résultat arithmétique d'une série de problèmes politico-techniques et sociaux (*ibid.*, PAM) induirait à une erreur d'appréciation et d'analyse. Il est indéniable que la production agricole est faible à cause des problèmes techniques, politiques, économiques et conjoncturels qui pourraient être résolus rationnellement. Quand bien même, il ne faut pas oublier le facteur humain. C'est l'Homme qui subit les chocs et les cataclysmes naturels, les crises et les fléaux sociaux. C'est l'Homme qui ne mange pas à sa faim. C'est cet Homme traumatisé et victime de toutes sortes de chocs qui est l'acteur principal d'office et incontournable dans l'instauration de la sécurité alimentaire. C'est lui qui connaît au mieux son problème et l'issue qui leur convient. Le fait de manquer ou d'omettre cette dimension humaine dans l'analyse de la sécurité alimentaire handicaperait à coup sûr les réflexions et les résolutions dans un premier temps et les décisions politiques et les stratégies d'approches dans un second temps. Ceci explique l'échec de bon nombre de projets de sécurité alimentaire et humanitaires.

Bref, la divergence de perceptions sur la sécurité alimentaire à tous les niveaux fait appel à un alignement de perceptions de toutes les parties prenantes du domaine en question afin de générer et promouvoir une meilleure synergie d'interventions en faveur de l'instauration d'une sécurité alimentaire durable et inclusive.

5.1.2 Sécurité alimentaire et élargissement de la politique agricole

La planète terre dispose les atouts et les potentialités nécessaires pour nourrir sa population. Par contre, si le secteur agricole parvient à produire des aliments satisfaisant la population mondiale, répartir les aliments équitablement à toutes les populations mondiales pour une sécurité alimentaire effective est un défi pluridimensionnel complexe (Drogué & al., 2006). Primo, il faut une volonté politique ferme pour mettre en place les dispositions qui s'en imposent et pour vaincre les divergences d'opinions. De surcroît, des défis logistiques et des

défis économiques sont à relever pour répartir les aliments et réduire les gaspillages alimentaires afin de pouvoir nourrir les affamés et les pauvres qui ne pourront rien donner en contre partie pour rembourser les coûts de productions et les coûts d'opérations depuis la ferme, le transport jusqu'aux consommateurs/bénéficiaires. Les populations aisées et les producteurs accepteront-ils de céder leurs produits agricoles sans percevoir les bénéfices escomptés et qui dans ce sens prendra en charge la subvention ? Ceci ouvre la réflexion au perfectionnement du mécanisme de la sécurisation alimentaire en vigueur voire pencher à un autre modèle qui pourrait accompagner l'éventualité de la répartition équitable des aliments dans le globe pour une réelle sécurité alimentaire de la planète terre selon la définition de la FAO qu'est l'organisme de tutelle en matière de sécurité alimentaire. Dans ce sens, les points suivants sont mis en exergue :

- la reconnaissance du rôle de l'agriculture dans la sécurité alimentaire à travers la production, la génération de revenu en collaboration avec la recherche pour faire plus ;
- l'importance de la considération de la diversification des produits agricoles pour une meilleure alimentation ;
- l'importance de la politique agricole intégrée à la sécurité alimentaire ;
- l'importance de l'information des décideurs politiques pour une bonne gouvernance en matière d'alimentation et sécurité alimentaire ;
- l'importance de la recherche pour améliorer la productivité et l'alimentation et pour augmenter le revenu agricole qui importe sur la macroéconomie.

Pour le secteur primaire, la politique agricole joue un rôle primordial dans l'amélioration de la nutrition et de la sécurité alimentaire des ménages (EPP PADR, 2005). Elle a un rôle connecteur dans la mesure où elle dicte l'attribution de tous les acteurs de la sécurité alimentaire à commencer par les agriculteurs, la recherche mais aussi et surtout les dirigeants et les décideurs ainsi que les bailleurs de fonds et les organismes de développement. Etant élargie dans ce sens, la politique agricole peut assurer la mise en place d'une coordination multisectorielle et intégrer dans ses composantes la sécurité alimentaire au lieu de se borner et se cantonner sur le domaine de la production agricole.

Le grand défi, surtout pour les pays proies de l'insécurité alimentaire, est l'élaboration d'une politique agricole cohérente et pertinente. Déjà son contenu est complexe, pis encore son processus d'élaboration est un exercice fatidique pour ces pays sans parler de son exécution éventuelle étant donné le désarroi de la machine administrative, à l'instar de

Madagascar qui est un pays à vocation agricole mais qui n'a jamais eu sa propre politique agricole. Cette absence de politique agricole explique les inefficacités des projets et des interventions en matière de sécurité alimentaire. Chaque entité et intervenant font ce qui lui semble bon et dans ce contexte la coordination multisectorielle est une utopie. Ce qui met ainsi la sécurité alimentaire de plus en plus hors portée. Ce défi de disposer une politique agricole cohérente et pertinente est à relever ; il requiert non seulement une volonté politique de la part des dirigeants mais aussi et surtout un engagement et une détermination ferme de toutes les parties prenantes à la sécurité alimentaire. Ces dernières ne peuvent pas rester les bras croisés si elles veulent être fidèles à leur raison d'être et à leur mission.

5.1.3 Sécurité alimentaire et changement climatique

Le changement climatique est une réalité que les exploitations agricoles doivent faire face (FAO Madagascar, 2012). Les effets négatifs du changement climatique sur l'agriculture notamment sur le rendement sont constatés par les agriculteurs eux-mêmes. Ce phénomène a une forte capacité de nuire à la sécurité alimentaire. La proactivité paysanne joue un rôle prépondérant pour anticiper et déjouer en avance la dégradation de leur système alimentaire. Ceci explique à quel point sont pertinents le besoin et la nécessité de sensibiliser et informer les agriculteurs sur le sujet. Les effets du changement climatique se font sentir de plus en plus dans l'exploitation familiale. Il est primordial de munir les agriculteurs des moyens nécessaires pour pouvoir s'y adapter convenablement et préserver leurs acquis. Tout retard dans la mise en place des mesures de mitigation du changement climatique serait fatal, pas seulement pour la production agricole et les ménages mais aussi et surtout pour la sécurité alimentaire et l'économie. Les agriculteurs, les décideurs politiques et les dirigeants seraient pris de court par les effets du changement climatique si des actions proactives et anticipatives ne soient pas entreprises dès lors.

Les résultats des recherches ainsi que les innovations sont certes nécessaires au renforcement de la résilience des exploitations agricoles face au changement climatique (*ibid.*). Quand même, la valorisation de la connaissance et de la capacité locale relative aux services de l'écosystème, la génétique et la gestion de la production sont des éléments à considérer et à intégrer pour promouvoir l'agriculture intelligente. Imposer des solutions généralisantes reproduirait les erreurs du passé. Les résultats de la recherche paysanne, par la valorisation de la capacité locale, sont en effet mieux adoptés par les agriculteurs. C'est la logique de l'appropriation participative à l'opposé du top down et de l'imposition des connaissances externes au milieu paysan. Les résultats de la recherche paysanne se heurtent au problème de reconnaissance institutionnelle voire financière. De son côté la recherche

formelle, au fil du temps, a fait preuve de son incapacité à faire adopter ses résultats aussi probants soient-ils par les agriculteurs qui devraient-être les utilisateurs principaux. D'où l'importance de la combinaison de la recherche et de la capacité locale à travers l'appropriation participative.

Parvenir à un tandem solide entre la recherche et le milieu paysan demande un effort respectif entre les deux parties pour forger un triangle de résilience (Lecomte, 2005) au profit de l'amélioration de la sécurité alimentaire des agriculteurs : la recherche aura besoin de beaucoup d'humilité pour admettre que, tout comme elle, les agriculteurs possèdent aussi des capacités pouvant contribuer à l'avancement de la recherche. En contrepartie, les agriculteurs doivent faire confiance à la recherche malgré les erreurs et les mésententes du passé. Une entente et une compréhension mutuelle conjuguées avec le partage d'une même vision sur l'agriculture durable forgeraient progressivement ce tandem. Le partenariat Recherche-Paysan est une lame à double tranchante en termes de résultats. En effet, la reconnaissance des résultats par les partenaires financiers et techniques, en l'occurrence les donateurs est plus facile étant donné la caution par l'organisme de recherche. En revanche, la dissémination, la vulgarisation ainsi que l'adoption des résultats de la recherche seraient plus fluides et plus intenses en recourant à la communication paysan-paysan et ses réseaux sociaux.

5.1.4 Gouvernance de la sécurité alimentaire

L'efficacité des approches, des politiques et des décisions relatives au développement agricole, à la réduction de la pauvreté et l'émergence de la sécurité alimentaire est fondamentale pour amorcer le développement des exploitations familiales. Les aides alimentaires ont une portée à court terme et ponctuel (FISCR, 2005) ; elles ne peuvent pas occasionner un développement agricole durable sans aller de pair avec l'investissement. Or c'est ce développement durable qui engendre la sécurité alimentaire. Il est prouvé que les projets de développement et les subventions font monter la production agricole et contribuent indéniablement à la sécurisation alimentaire des ménages (ADRA, 2008). Par contre, leurs résultats et leurs réalisations ne sont point pérennes. Les étapes franchies et les résultats de telles interventions se volatilisent à l'échéance. Ceci implique la reconsidération du concept des projets humanitaires qui doivent en effet apporter des aides alimentaires pour subvenir aux besoins immédiats de la population. Mais de surcroît, ces projets doivent comporter des investissements agricoles conséquents pour permettre aux nécessiteux de sortir progressivement de l'assistanat et prendre une trajectoire de résilience. Dans ce sens, l'assistance alimentaire et le développement agricole doivent commencer en même temps mais de façon inversement proportionnelle. L'aide alimentaire débute en volume et évolue

dans le temps de façon décroissante tandis que le développement agricole est initié de façon progressive. Cette approche de continuum de développement permet d'assurer au mieux la sécurité alimentaire et la réduction effective de la pauvreté.

Sur le terrain, il y a deux types d'intervention : les aides alimentaires et les interventions visant l'amélioration des moyens de subsistance de la communauté vulnérable. Le fait de les séparer porte ainsi préjudice à l'efficacité des projets de développement. Les aides alimentaires sont certes nécessaires pour satisfaire les besoins quotidiens ; mais sans les interventions sur les moyens de subsistance, la culture d'assistant prend le dessus dans la communauté. Ce qui compromet ainsi le processus de développement durable et la pérennisation des résultats. En revanche, l'initiative de développement des moyens de subsistance risque de se heurter à l'indifférence de la communauté si cette dernière n'a pas une solution à ses besoins immédiats. Marier aides alimentaires et développement des moyens de subsistance est l'approche appropriée et pertinente pour amorcer et promouvoir une sécurité alimentaire durable et pérenne. Il appartient aux concepteurs et aux décideurs de doser la proportionnalité des deux catégories d'intervention mais l'idéal est de les mener en parallèle de façon inverse (figure 50).

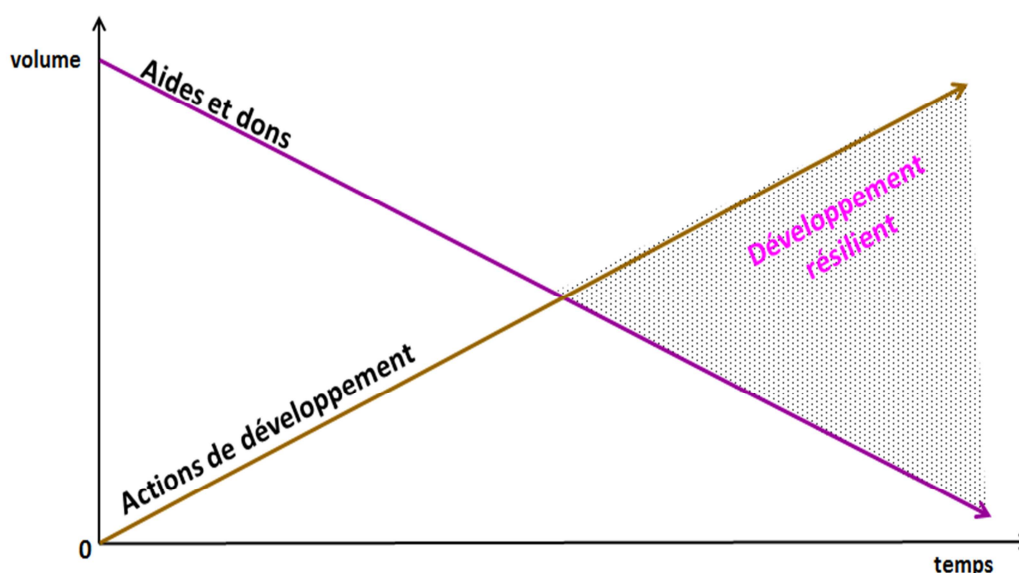


Figure 48 : Intervention simultanée en continuum de développement

La notion de régularité et de stabilité tient une place importante dans la pérennisation de la sécurité alimentaire (CIRAD, 2014a). Les projets humanitaires et les interventions sur

terrain sont appelés à pencher sur ces aspects s'ils veulent amorcer et promouvoir la durabilité et la pérennisation de ses réalisations au sein de la communauté. C'est un défi qui a fait trébucher et succomber un bon nombre de projets de développement quand on constate que les impacts se volatilisent dès que les interventions sont à terme. Relever ce défi n'implique pas seulement les organismes de développement et leur staff mais aussi et surtout les décideurs politiques qui ont l'attribution d'instaurer un cadre favorable à la régularité et à la stabilité de la production, de l'approvisionnement, de l'échange, des prix ; c'est en bref une approche systémique et holistique au niveau national voir international.

Le fait d'impliquer la femme dans la prise de décision du ménage (FAO Africa, 2012) apporte une dimension supplémentaire qui élargit l'horizon, approfondit les analyses et augmente l'engagement de cette dernière sur tous les plans depuis la conception et la planification en passant par la concrétisation et la réalisation jusqu'à la récolte des résultats. Ceci explique pourquoi l'amélioration de la sécurité alimentaire des ménages a une corrélation indéniable avec l'implication de la femme dans la prise de décision au niveau du ménage. La décision ainsi prise est plus holistique et plus pertinente. De même, la réalisation est soutenue par une motivation supplémentaire.

5.1.5 Le cas de Madagascar

La quasi-totalité des rapports officiels montrent à quel point la pauvreté à Madagascar est-elle endémique. Le secteur agricole qui devrait être le pilier de la sécurité alimentaire est sous l'emprise d'une multitude de contraintes et de fléaux tantôt structurels tantôt conjoncturels. Résoudre le problème de l'insécurité alimentaire à Madagascar revient en grande partie à mâter de l'amont en aval et dans sa totalité les problèmes des exploitations agricoles, en particulier ceux des exploitations familiales.

5.1.5.1 Guérir ou prémunir

A cause de son positionnement géographique, Madagascar constitue la cible de prédilection des cyclones qui ne font que ravager et terrasser tout ce qui se trouve dans leur passage (FAO Madagascar, 2012). Chercher à les éviter est une peine perdue d'avance. Des mesures humanitaires d'urgence post-cycloniques ont été toujours prises après le passage des météores. De même pour les autres fléaux tels que les invasions acridiennes, les mesures prises sont quasi-réactives afin d'atténuer les impacts et les effets négatifs des calamités. Ces approches réactives entretiennent et donnent place à un cercle vicieux. Les approches réactives, éternisent le dualisme catastrophe- aide d'urgence. Les interventions ainsi faites ne font au maximum que ramener les victimes et les rescapés au niveau zéro en termes de moyen

de subsistance et de sécurité alimentaire. Continuer ainsi ne permet pas d'enclencher la vitesse supérieure en matière de sécurité alimentaire et de développement agricole.

Etant donné que l'on ne peut pas éviter les catastrophes naturelles, en l'occurrence les cyclones, faut-il préconiser des mesures et des mécanismes proactifs et anticipatifs qui puissent donner suffisamment au secteur agricole une capacité d'absorption et de résistance face aux effets de fléaux. Les interventions feraient mieux de prémunir le secteur agricole d'une forte résilience lui permettant de se relever et de maintenir sa trajectoire de résilience malgré le choc. Ceci demande l'implication, non seulement des agriculteurs mais aussi et surtout une décision politique favorable au renforcement *ex ante* de la capacité de l'agriculture et des agriculteurs (Lalau, 2008) en agissant en amont du secteur entre autres les infrastructures agricoles, l'approvisionnement et en aval sur la commercialisation. Faut-il que les agriculteurs disposent des réserves sécuritaires suffisantes pour prévenir et se prémunir contre des chocs éventuels. Toute intervention et toute décision politique doivent converger dans ce sens pour avoir un secteur agricole ayant une forte capacité de résistance voire une résilience suffisante pour faire face aux calamités conjoncturelles chroniques. Par conséquent, il pourrait assumer son rôle dans la sécurité alimentaire de la Grande Ile dont la population est majoritairement rurale (FIDA, 2014). Bref, adopter plutôt une approche de résilience proactive pour traiter le problème d'insécurité alimentaire conjoncturelle au lieu de réagir par l'approche de vulnérabilité serait plus judicieux pour pallier le problème de vulnérabilité chronique causée par les cataclysmes naturels.

5.1.5.2 Repenser le concept de la sécurité alimentaire

En fin de compte, la sécurité alimentaire va de pair avec la question de disponibilité, d'accessibilité et d'utilisation des aliments qui sont les trois piliers de la sécurité alimentaire selon le concept en vigueur (PAM, 2005). Le risque et la stabilité sont quand même des facteurs à prendre en compte pour assurer une sécurité alimentaire durable. Nombreux sont les déterminants qui influent la sécurité alimentaire, entre autres la production agricole, le changement, la démographie, la macroéconomie et les contextes conjoncturels et structurels. La sécurisation alimentaire est un problème mondial qui implique toutes les instances institutionnelles. Etant donné que l'objectif du millénaire relatif à la sécurité alimentaire n'était pas atteint, faut-il aligner la perception et repenser au modèle de la sécurité alimentaire à mettre en place dans le Monde pour pouvoir relever efficacement les multiples défis qui s'imposent à l'humanité, notamment trouver les voies et moyens pour nourrir la population, satisfaire les besoins futurs et conserver les ressources et l'environnement pour les générations futures. Les pistes de solution avancées dans ce sens sont l'investissement sur

l'agriculture, la recherche et la valorisation de la capacité locale, l'éducation (Ramananarivo, 2004), l'approche genre (Galiè & *al.*, 2015), l'agriculture intelligente au changement climatique, la réduction des gaspillages et la répartition équitable des aliments, la bonne gouvernance (FAO, 2014a). Repenser la sécurité alimentaire doit passer en premier lieu par la reconsidération de la définition et des indicateurs, des parties prenantes et leurs engagements respectifs tout en reconnaissant que l'Agriculture reste le fournisseur principal de nourriture de la génération actuelle et les futures générations (Drogué & *al.*, 2006).

5.2 Vulnérabilité – Résilience – Capabilité

Le tandem Vulnérabilité – Résilience – Capabilité est un concept émergent et évolutif ; son application dans le domaine du développement pousse davantage les réflexions des uns et des autres. Tenant compte de la ligne directrice de cette thèse, les points relatifs au développement ci-après ont été développés.

5.2.1 Tourbillon de la vulnérabilité et tourbillon de la résilience

La notion d'effet domino de la vulnérabilité (Bellier & *al.*, 2004) est une notion qui permet de mieux appréhender la réalité, le phénomène de paupérisation et l'émancipation. Une intervention donnée engendre une conséquence positive qui à son tour joue le précurseur d'un changement résilient et ainsi de suite. En d'autres termes, ceci est positif en matière de développement quand l'atteinte d'un jalon fait entamer une autre étape de développement. C'est le cas de l'installation d'une entreprise minière dans une ville et qui par la suite génère un bon nombre d'opportunités d'affaires pour les opérateurs et les producteurs agricoles. Quand ces derniers saisissent ces opportunités, ils en tirent profit tout en créant des emplois pour les chômeurs qui deviendront à leur tour moins vulnérables du moins sur le plan financier. C'est un cas de transfert de capabilité par excellence où la résilience fonctionne en boule de neige tourbillonnaire entraînant petit à petit les autres dans son mouvement.

En revanche, les gens vulnérables ont toujours tendance à chercher des secours auprès de leurs voisins et leurs connaissances qu'ils considèrent plus aisés *i.e.* moins vulnérables et plus résilients. Ils empruntent et demandent de l'aide sinon les forcent au nom du lien social. Ces voisins résilients ont souvent du mal à refuser et cèdent à la pression ; ce qui n'est pas mauvais en soi sauf que c'est une forme de décapitalisation pour le prêteur. Dans le contexte de la pauvreté, ces prêts sont rarement remboursés et la décapitalisation devient effective et réduit ainsi la capacité de celui qui a prêté, autrement dit, un appauvrissement et une « vulnérabilisation » par effet d'entraînement. Le même cas se rencontre aussi dans la vie associative où l'on reçoit des subventions et les membres apportent en contre partie des

apports bénéficiaires. Le projet associatif ainsi réalisé est mené de façon communautaire qui dans la plupart des cas sont voués à l'échec à cause du manque d'engagement de la majorité de membres qui se disent trop pauvres et trop occupés pour honorer leurs engagements et mener à bien les projets. D'où une décapitalisation et une « vulnérabilisation » des membres à cause de la vulnérabilité d'autrui. Dans ce contexte, les gens vulnérables sont pris par la trappe de la pauvreté et leur liberté d'agir *i.e.* leur capacité est limitée. Pis encore, ils entraînent avec eux ceux qui sont moins vulnérables. C'est le mécanisme du tourbillon de la pauvreté qui a une force d'entraînement et engloutirait pas seulement les vulnérables mais aussi et surtout ceux qui veulent les repêcher *i.e.* les résilients. En une phrase, la vulnérabilité et la résilience ont chacune une force d'entraînement aussi bien qu'un tourbillon en a pour entraîner non seulement le sujet le sujet concerné mais aussi et surtout ses entourages.

Dans la même foulée, considérer la résilience individuelle comme base de résilience communautaire et du développement durable (Lalau, 2011) s'avère logique dans le sens où l'on considère l'effet d'agréats. Une interaction effective existe en effet entre ces deux pôles. A l'instar de l'effet d'agrégat des petites exploitations à l'échelle régionale et nationale, aussi nombreuses qu'importantes, leur nombre est indéniable. Ceci peut être positif que négatif pour la sécurité alimentaire, la macroéconomie. Plus les exploitations agricoles enregistrent un succès, plus la sécurité alimentaire de la zone voire du pays est confortée. L'inverse est tout aussi vrai.

5.2.2 Interaction entre Vulnérabilité et Résilience

La théorie du cercle vicieux de la pauvreté qui est régie par la séquence conceptuelle Risque – Capacité – Vulnérabilité (Lalau, 2008) trouve bien sa pertinence pour expliquer comment les personnes vulnérables sont prises progressivement dans la trappe de la pauvreté de façon irréversible en évitant de prendre de nouveau risque. En effet, la logique de la séquence conceptuelle Risque – Capacité – Vulnérabilité explique la logique paysanne dans le choix d'adopter ou non les innovations. Ce concept permet une réflexion plus approfondie dans la conception des projets d'innovation et de développement et permet de ne plus reproduire les erreurs d'antan de la vulgarisation. Elle permet d'avoir une compréhension du mode de décision des agriculteurs dans son contexte de vulnérabilité où le magico-religieux joue un rôle indéniable étant donné que ce dernier constitue un des derniers remparts des agriculteurs conscients de sa vulnérabilité.